

## LES ALLÉGATIONS CONCERNANT LE " MODÈLE SUÉDOIS " - ET CE QUI SE PASSE RÉELLEMENT

par Pye Jakobsson

### La loi a toujours eu un énorme soutien de la société

Si vous demandez aux gens dans la rue, certains seront en faveur de la loi, surtout parce que c'est politiquement incorrect de dire autre chose. Mais de nombreuses ONG sont critiques de la loi et l'ont toujours été. Il s'agit notamment de RFSU ( L'Organisation nationale pour l'éducation sexuelle ), RFSL ( La Fédération suédoise pour les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres ) , HIVSweden ( l'organisation de patients pour les PVVIH ) , Rose Alliance ( l' organisation des travailleurSEs du sexe ) et le syndicat suédois des usagers de drogues. Toutes ces organisations, à l'exception de Rose Alliance, sont financées par l'État.

### La loi protège les femmes qui se prostituent

Oui, nous ne parlons que de femmes en Suède. Personne ne se soucie de travailleurs masculins et travailleurs du sexe trans. La loi identifie tous les travailleurs du sexe comme des victimes. Cela a conduit à une augmentation de la stigmatisation et des préjugés dans les prestations de services aux travailleurs du sexe. Les préservatifs ne sont pas distribués (sauf dans une ville dans le sud) parce que le but est de réhabiliter toutes les « victimes ». Si une travailleuse du sexe refuse de s'identifier en tant que victime, elle peut être privée de services, faire l'objet de discrimination et risque de perdre la garde de ses enfants. Si vous dites que vous n'êtes pas une victime, l'État affirme que vous souffrez d' « une fausse conscience », d'une « romanticisation de la prostitution », et d'une forme d'autodestruction. En disant que vous êtes tellement une victime que vous ne le réalisez même pas vous-même, ils sont essentiellement en train de poser une étiquette sur les travailleurSEs du sexe comme personnes mentalement instables. Les gens diront aussi qu'aucune travailleuse du sexe a été assassinée depuis la loi. C'est vrai, mais en fait aucune travailleuse du sexe n'a été assassinée, de ce que nous savons, dans les 30 dernières années.

### La loi est un outil pour lutter contre la traite

Cette loi n'a jamais été sur la traite, c'est juste quelque chose qu'ils ont commencé à dire récemment. Nous avons une loi distincte contre la traite. Les travailleurSEs du sexe migrantEs sont arrêtéEs à la frontière au simple motif qu'elles détiennent « trop » de préservatifs. Elles sont expulséEs au motif qu'elles « gagnent leur vie

d'une manière malhonnête », même si le travail du sexe n'est pas illégal. Lorsque les travailleurSEs du sexe migrantEs s'opposent au fait d'être étiquetéEs comme victimes de la traite, elles sont tout simplement expulséEs ; une travailleuse du sexe roumaine a même déposé une plainte contre l'Etat pour avoir été expulsée dès qu'elle a refusé de dire qu'elle était forcée de se prostituer. Il n'existe pas de données sur la traite et aucun outil de suivi = aucune preuve.

### La loi a été évaluée

Il a été fait une évaluation, très critiquée, mais dont le seul objectif était de rendre plus efficace l'arrestation des clients. Ils ont posé des questions à certainEs travailleurSEs du sexe sur la loi et voici une traduction rapide de ce qui leur a été dit:

« Les personnes qui sont encore victimes de violence dans la prostitution disent que la criminalisation a de nouveau renforcé la stigmatisation sociale ... même s'il n'est pas interdit de vendre du sexe, qu'elles éprouvent le sentiment d'être pourchassées par la police. Elles font l'expérience d'être traitéEs comme juridiquement incompétentes et que leurs actions sont tolérées, mais que leur volonté et leurs choix ne sont pas respectés »

Plus bas sur la même page, il est dit:

« Quand il s'agit de personnes qui sont encore victimes de violence dans la prostitution, les effets négatifs de l'interdiction mentionnés ci-dessus qu'elles décrivent, doivent plutôt être considérés comme positifs au vu de la perspective que le but de la loi est de lutter contre la prostitution »

En gros « Maintenant qu'on vous a mis dans la merde, vous devez arrêter. Le Médiateur contre les discriminations était vraiment critique sur l'évaluation parce qu'il a trouvé remarquable que la stigmatisation ajoutée puisse être considéré comme positive et aussi parce qu'il pensait que les travailleurSEs du sexe n'ont pas été suffisamment consultéEs. Personne ne s'en est soucié.

### La loi a donné lieu à un nombre réduit de travailleurSEs du sexe

Les seules données antérieures à la loi étaient basées sur le travail sexuel de rue, et c'est la même chose aujourd'hui. La loi est entrée en vigueur en 1999 quand Internet a explosé et les travailleurSEs du sexe en Suède ont toujours travaillé en intérieur même avant l'Internet. On estime que le travail sexuel de rue ne représente qu'environ 10 % du travail sexuel. Le nombre de travailleurSEs du sexe baséEs dans la rue est descendu juste après 1999, mais a depuis augmenté de nouveau. Les travailleurSEs du sexe baséEs dans la rue disent que le temps de négociation est

réduit parce que les clients ont peur d'être arrêtés et, doivent désormais conclure l'affaire quand elles sont déjà à l'intérieur de la voiture. Le client peut choisir où arrêter la voiture car il pense que la police va connaître les endroits réguliers que les travailleurSEs du sexe utilisent, de sorte que cela donne effectivement plus de pouvoir aux clients. Les bons clients sont partis, certains ont cessé d'acheter des services sexuels, mais plusieurs sont allés sur le marché du travail sexuel en intérieur. Cela signifie que les travailleurSEs sexuelLEs de rue ont maintenant à interagir avec des clients plus dangereux afin de gagner de l'argent, ce que même la police admet. Il n'y a aucune indication que le travail du sexe en intérieur soit plus faible. Pas même l'État ne le prétend. Parfois, il est écrit que toutes les maisons closes ont disparu, mais nous n'en avons jamais eu pendant des décennies donc cela n'a rien à voir avec cette loi, mais plutôt avec la loi de régulation du proxénétisme.

#### La loi se traduit par moins de clients

Encore une fois, pas de chiffres = aucune preuve. Les travailleurSEs sexuelLEs de rue pourraient avoir moins de clients (voir ci-dessus), mais tous les travailleurSEs en intérieur que je connais disent qu'il y a toujours autant de clients. La loi affecte pratiquement tout, mais pas le nombre de clients. La police cible toutefois les clients d'une façon de plus en plus agressive. Ils écoutent à travers les portes des locaux utilisés par les travailleurSEs du sexe, très souvent leur propre maison, et enfoncent la porte à coup de pied pour arrêter le client. Souvent, ils apportent avec eux un travailleur social pour « sauver » la travailleuse du sexe (vous voyez l'idée). Normalement ils prétendent qu'ils pensaient que la travailleuse du sexe était forcée ou mineure. La connerie habituelle.

#### La loi ne criminalise pas les travailleurSEs du sexe, la Suède les a décriminalisées

Tout d'abord, face à la loi, il n'était pas illégal de vendre du sexe. Donc, la Suède n'a pas dépénalisé les travailleurSEs du sexe, encore une fois c'est juste des trucs qu'ils disent pour faire croire qu'ils prennent soin de nous. Mais il est important de savoir que nous avons aussi beaucoup d'autres lois qui criminalisent les activités liées au travail du sexe. Notre loi sur le proxénétisme est aussi large que possible et aucune exploitation ou gain financier n'est nécessaire pour le qualifier. Aider une travailleuse du sexe sans contrepartie financière est également illégal, donc tout le monde doit travailler seul. Il y a trois lois différentes sur la réglementation du travail du sexe en intérieur. Si vous louez un endroit pour travailler, ou que vous travaillez à partir de votre propre maison, le propriétaire est obligé de vous expulser, autrement il peut être accusé de proxénétisme. Si vous êtes propriétaire de l'appartement, vous

perdez votre droit de le posséder si vous y vendez du sexe. Le travail en hôtels peut conduire à ce que l'hôtel soit mis en examen pour proxénétisme donc maintenant il y a des caméras et des gardes de sécurité partout. Donc, il y a effectivement deux façons de travailler sans être touchée par la loi, en dehors de la loi criminalisant les clients, et c'est dans la rue ou en allant chez les clients, et de le faire seule.

### La Suède a maintenant des services spéciaux et des programmes de sortie

Nous avons trois services spécialisés, dans les grandes villes, depuis de nombreuses années. Ils font partie du système de services sociaux, pas des soins de santé. Leur principal objectif est d'amener les gens à cesser le travail sexuel, et pour l'atteindre, ce qu'ils offrent est un traitement à long terme. Rien d'autre ! Et ils ne cessent de stigmatiser les travailleurSEs du sexe quand ils parlent avec la presse et les politiciens. Ils disent des trucs comme « nous avons rencontré des centaines de prostituées et avons un mandat pour parler en leur nom ». Oui, vous pouvez demander de l'argent de l'état si vous n'avez aucun revenu, mais c'est la même chose pour tous les citoyens. Il n'y a pas de programmes de sortie, c'est un gros mensonge.

### La loi ne nuit pas à la santé des travailleurs du sexe

Dans un récent sondage on a demandé aux travailleurSEs du sexe ce qui les inquiète. 25 % sont inquietEs de la violence (nous avons toujours eu très peu de violence en Suède), mais 58 % s'inquiètent du préjudice des autorités et bien sûr ce n'est pas bon pour la santé de quiconque. Le récent rapport de la Commission mondiale sur le VIH et la loi a mis en évidence « le modèle suédois » comme un modèle juridique spécifiquement néfaste pour la prévention du VIH. Les préservatifs ne sont pas distribués (en dehors d'une ville dans le sud) car c'est considéré comme encourager la prostitution et pas une priorité. Dans l'enquête menée par Rose Alliance, 68 % ont dit qu'ils ou elles n'avaient jamais reçu un préservatif dans le cadre de la prévention du VIH pour les travailleurSEs du sexe. Comme le travail du sexe est considéré comme une violence en soi, il n'est pas fait mention de la sécurité des travailleurSEs du sexe. Ils pensent même qu'avoir des informations sur la sécurité empêcherait les travailleurSEs du sexe d'arrêter. Car si c'est dangereux, nous arrêterons de travailler, et c'est ce que l'État veut, un autre exemple qui montre qu'ils ne se soucient pas de nous. Mais cette loi n'a jamais été sur la santé et la sécurité des travailleurSEs du sexe de toute façon.

### La loi a été adoptée par de nombreux autres pays

En fait, c'est seulement la Norvège qui a exactement copié la loi. La Finlande a criminalisé les clients des victimes de la traite. L'Islande a tout interdit, y compris les clubs de strip-tease, ce qui n'est pas la même chose. Les fournisseurs de services

norvégiens (travailleurs sociaux et de santé) ont signalé un certain nombre d'effets négatifs de leur loi.

- Le marché de la prostitution est devenu un marché d'acheteurs
- Les « bons » clients sont partis
- Les travailleurSEs du sexe estiment qu'elles sont contrôléEs par le gouvernement et se sentent plus criminaliséEs
- Plus de travailleurSEs du sexe travaillent seulEs
- De nombreux fournisseurs de services expriment une préoccupation sur la vulnérabilité accrue des travailleurSEs du sexe
- Peu de travailleurSEs du sexe demandent de l'aide quand elles ont été victimes de violence
- Le harcèlement et la discrimination du reste de la société a augmenté
- Les criminels profitent de la vulnérabilité accrue des travailleurs du sexe

Ce que vous n'avez jamais entendu ce sont les pays qui ont dit non à la loi. Par exemple au Danemark, le gouvernement a clairement dit non avec la motivation qu'elle serait néfaste pour les travailleurSEs du sexe.

### La loi a été un succès

Aucune preuve du tout que c'est efficace. Tout simplement parce que les politiciens, la police et les travailleurs sociaux ont la même idée et que le consensus ne fait pas preuve, mais ce que l'on appelle de l'idéologie. Une étude récente de Rose Alliance, montre que seulement 7% des travailleurSEs du sexe disent que la loi les a fait réfléchir sur le fait d'arrêter le travail du sexe, 6 % pensent que la loi a rendu plus facile le fait d'arrêter tandis que 82 % ont dit que la stigmatisation s'est accrue. (Dans la même étude 14 % des travailleurSEs du sexe disent que la loi a été positive pour elles, la raison la plus partagée ? Parce qu'elles pouvaient rendre leurs prix plus élevés ! )

Le plus important à retenir, est qu'ils savent qu'il y a des conséquences négatives, mais qu'ils s'en foutent. Cela n'a jamais été sur ce qui est bon pour les travailleurSEs du sexe, c'est juste que la Suède tente de créer une société « parfaite ». La même chose qui les a fait utiliser la stérilisation forcée envers de nombreux groupes depuis des décennies (personnes trans jusqu'à il y a encore 2 ans si elles voulaient une chirurgie de réassignation de sexe) et la raison pour laquelle la Suède est l'un des premiers pays dans le monde (par habitant) à envoyer des gens en prison pour des crimes liés à la transmission du VIH, la plupart du temps tout simplement pour ne pas dire qu'on est séropositif. Il s'agit du contrôle de l'Etat et d'un mépris pour l'individu

citoyen. Et la Suède jouit d'être la boussole morale du monde, ils dépensent des millions pour ce faire chaque année.